



pour renforcer les capacités sur place. Plusieurs initiatives sont proposées à cet effet, dont des échanges de professeurs et autres spécialistes et des programmes visant à aider les jeunes à comprendre les différences culturelles. Il est vivement recommandé, pour mieux soutenir les efforts d'assistance et de développement, que le Canada se constitue une réserve de personnes ressources compétentes, à commencer les participants au Forum national. Au niveau international, les participants font remarquer que le Canada pourrait fournir une formation et une aide techniques aux pays d'Afrique dans les négociations à l'OMC et au sein d'autres organisations internationales.

### **Santé et bien-être au premier plan**

Globalement, le Canada devrait appliquer une certaine hiérarchie des besoins fondamentaux, tout en ayant un solide engagement en éducation. À l'intérieur de cette hiérarchie, selon les participants, les soins de santé doivent être parmi les grandes priorités : recherche et développement sur des maladies qui sévissent en Afrique, comme la malaria et la tuberculose; efforts pour que des médicaments de prix abordable (surtout pour le traitement du VIH/sida) soient à la disposition de la majorité des Africains et plus particulièrement des femmes enceintes; accent sur la lutte contre le VIH/sida, comme priorité en soi. Pour atteindre

les objectifs du Canada en matière de santé, il faut lancer des programmes d'information pour prévenir la propagation du VIH/sida et assurer les transferts de technologie qui s'imposent. En outre, d'autres participants croient qu'il faudrait mettre sur pied des programmes d'échange entre médecins africains et canadiens dans le cadre d'un effort de renforcement des capacités qui serait mutuellement bénéfique. Parmi les autres grandes priorités, signalons ce qui suit : application des normes de travail définies par l'Organisation mondiale du travail (OIT); effort concerté de promotion des droits de l'enfant par des moyens diplomatiques; soutien des projets de recensement qui sont souvent des composantes primaires pour la planification de l'économie et du développement.

Il est soutenu que le Canada devrait élaborer une politique plus cohérente sur les Organisations non-gouvernemental (ONG). À cette fin, le gouvernement canadien devrait élaborer un cadre réglementaire à l'intention des ONG comprenant une surveillance indépendante des activités qui ne compromettrait pas leur travail. Il faudrait aussi encourager le dialogue entre les ONG canadiennes et africaines.

### **Protection de l'environnement et promotion de l'agriculture**

Les politiques d'aide du Canada devraient causer un tort minime à l'environnement. Il est signalé

---

*Il n'est guère utile de rappeler, dans une assemblée comme celle-ci, que, à moins de mettre un terme à la violence et aux guerres civiles en Afrique et de protéger tous les droits fondamentaux — politiques, civils et socioéconomiques — des limites ne tarderont sans doute pas à se profiler devant ce qu'on peut réaliser même au prix des meilleurs efforts de réduction de la pauvreté et de développement durable...Selon moi, les Canadiens seraient très fiers d'un gouvernement qui s'allie aux autres pour faire avancer le G-8 et le monde vers des interventions plus constructives afin de relever les défis du développement en Afrique.*

Gerry Helleiner

Professeur émérite d'économie et chercheur universitaire distingué

Munk Centre for International Studies, Université de Toronto

(Toronto, 25 janvier 2002)

---